



# l'Avis en rouge

LE JOURNAL DES COMMUNISTES DE MOSELLE  
#01 / OCTOBRE-NOVEMBRE 2020

## Édito / Rouges, déterminés et (re)mobilisés !

La crise sanitaire, que nous connaissons depuis plusieurs mois, fait maintenant place à une crise sociale et économique de grande ampleur. Elle est la conséquence de politiques d'austérité, de casse des services publics, de cadeaux fiscaux au patronat et à la finance. Elle révèle la fragilité de notre modèle de société capitaliste, qui exploite, épouse et sacrifie l'Homme et la nature pour le profit des actionnaires. La crise a révélé la fragilité de notre pays : faiblesse de l'industrie, en incapacité de répondre à nos besoins essentiels, hôpital public à bout de souffle. Un véritable plan de rupture est nécessaire. Les communistes, mais d'autres également, ont quelques idées pour construire un autre monde. Comme le proclament nos affiches, l'humain et la planète d'abord ! Revendication qui tire sa force de 100 ans de luttes politiques pour un changement de société.

Le monde de Macron, c'est celui du profit immédiat. Des millions de femmes et d'hommes subissent, dans leur travail et leur vie, les conséquences de cette réalité. Mais cette pandémie a dopé l'aspiration au changement. La crise politique et démocratique est profonde, elle frappe également la gauche. Il y a besoin de reconstruire... Des champs de rassemblement sont possibles, pour mettre en mouvement les citoyens attachés au progrès social, et pour redonner confiance dans l'engagement collectif.

Ce journal entend y contribuer. Réalisé par des militantes et militants, il veut apporter quelques informations utiles aux combats pour l'émancipation de l'humanité. Nous consacrons notre premier dossier à la santé, préoccupation dont chacune et chacun connaît l'importance. Notre département est en situation d'insécurité sanitaire. Pour répondre à ce défi, une large mobilisation citoyenne est indispensable pour imposer une nouvelle politique de santé. Nous sommes résolument du côté des hospitaliers dans leur mobilisation d'intérêt public. Il n'y a d'issue pour notre pays que dans une évolution post-capitaliste, à partir des questions et des combats du monde du travail en particulier. **L'Avis en rouge** affiche sa couleur et sa détermination. L'heure est bien au combat, pour un avenir d'Humanité.

// Jacques Maréchal, secrétaire départemental du PCF57

p3 / DOSSIER

## DES MOYENS POUR LA SANTÉ EN MOSELLE !

La crise sanitaire a mis en exergue les effets dévastateurs des politiques publiques menées par les gouvernements libéraux depuis des décennies. Elle a révélé la dégradation des services publics et le démantèlement irresponsable de celui de la santé en particulier. Et pourtant, les femmes et les hommes de santé sont en 1<sup>ère</sup> ligne et ne comptent plus leurs heures depuis de longs mois pour sauver des vies. Nous les avons applaudis, il faut maintenant les soutenir, d'autant plus que la situation perdure et que le Sécur n'a débouché sur aucun changement.... **L'Avis en rouge** consacre son 1<sup>er</sup> dossier à la santé en Moselle, en donnant la parole aux professionnels et en ouvrant un large appel à rejoindre la mobilisation des communistes de Moselle. Parce que la santé est l'affaire de tous, il est désormais temps de passer aux actes !





## SÉNATORIALES

### Le PCF progresse en sièges, en voix et en pourcentage

Le 27 septembre dernier, la moitié des sièges du Sénat étaient renouvelés. La Moselle n'était pas concernée (ce sera pour 2023), mais cette élection au suffrage indirect a été le reflet de l'engagement des candidat(e)s PCF à travers tout le pays. **De véritables dynamiques de rassemblement se sont révélées.** Le PCF progresse en voix et en pourcentage dans 14 des 21 départements à scrutin majoritaire où il était déjà présent en 2014. Il gagne 868 voix et 4,7 % exprimés sur un total de 2 271 voix et 12,54 % exprimés. Le parti progresse **dans 6 départements sur les 10 à la proportionnelle** où une/un communiste conduisait une liste de rassemblement, gagnant 1 001 voix et 4,33 % exprimés par rapport à 2014 sur un total de 2 249 voix et 9,9 % en 2020. LREM connaît une nouvelle défaite, avec la perte de 3 sénateurs sur les 10 sortants, une confirmation du rejet général de la politique du gouvernement. Ces bons résultats sont porteurs d'espoir et d'avenir. C'est la reconnaissance de l'activité parlementaire et de terrain de très grande qualité des sénatrices et sénateurs communistes, et de notre capacité à être initiateurs d'un large rassemblement auquel l'investissement militant donne toute sa mesure.  
+ d'infos sur [senatoriales2020.senat.fr](http://senatoriales2020.senat.fr)

## HOMMAGE

### Le PCF 57 honore la mémoire de Jean Burger

Le 3 avril 1945, le résistant communiste messin, mourait en déportation à Dora. « Nous avions prévu de lui rendre hommage, 75 années après sa mort, en organisant une grande cérémonie au fort de Queuleu, explique Jacques Maréchal, secrétaire départemental du PCF57. En raison de la crise sanitaire, cette cérémonie n'a pas pu se tenir. Mais nous tenions malgré tout à honorer cette figure de la Résistance. Nous avons donc réalisé une vidéo retracant son combat, qui l'a amené à fonder le groupe de résistance Mario, lequel compta près de 3 000 militants actifs dans tout le département mosellan ». **Retrouvez l'hommage vidéo à Jean Burger sur la chaîne Youtube du PCF57.** Les valeurs du jeune homme, disparu à tout juste 38 ans, sa révolte face aux injustices, gardent toute leur pertinence dans la France et le monde d'aujourd'hui.



### UNE RENTRÉE 2020 COMPLIQUÉE EN MOSELLE : LE « QUOI QU'IL EN COÛTE » CE N'EST PAS POUR L'ÉCOLE !

#### Contexte sanitaire

Alors que le contexte sanitaire se détériore sur le territoire français et que le Gouvernement annonce des mesures de plus en plus contraignantes pour tous les français, le ministre de l'Éducation nationale allège le protocole sanitaire dans toutes les écoles, quelles que soient les conditions sanitaires du département. À l'inquiétude légitime des parents et des enseignants, s'ajoute l'incompréhension, lorsque l'on sait qu'1/4 des fameux « clusters » proviennent des écoles...

#### Contexte de carte scolaire compliquée

Dans le département, 2 jours après la rentrée, 14 fermetures et 18 ouvertures/annulations de fermetures ont été prononcées par l'Inspection académique. Du jamais vu en Moselle. Entre la réorganisation nécessaire des classes et l'obligation de changer d'école pour certains enseignants, la pilule est très difficile à avaler pour ces derniers, comme pour les parents. Certaines classes sont surchargées, avec parfois plus de 26 enfants en élémentaire et plus de 30 en maternelle !

#### Une nouveauté : la généralisation des Pial

La gestion des ressources humaines des Accompagnants d'élèves en situation de handicap (AEHS) a été confiée à des Pôles inclusifs d'accompagnement localisés (Pial), qui ont de multiples écoles en charge dans leur territoire de proximité. Ces pôles n'ont pas les moyens humains suffisants pour mener à bien leur mission. Mission qui consiste, en fait, à gérer la pénurie des moyens attribués, notamment en mutualisant les AESH auprès de 3 ou 4 enfants... Et le ministère souhaiterait que cela puisse aller jusqu'à 5 !

Et pourtant... Après plusieurs mois sans école, les enfants auraient besoin de plus d'école, avec des groupes/classes plus restreints, et donc avec des moyens humains plus importants. Les inégalités sociales se sont creusées lors de cette période compliquée, les enseignants n'ont pas besoin d'évaluations nationales pour le constater. Ils ont besoin de travailler selon les besoins réels des enfants, avec des petits groupes d'élèves. La France n'a pas fait le choix de recruter des enseignants comme l'ont fait d'autres pays. Le « quoi qu'il en coûte » : ce n'est pas pour l'école !

// Philippe Noller, conseiller municipal PCF de Thionville



## FÊTE DE L'HUMANITÉ 2020

### Elle a eu lieu « autrement »

**Les risques sanitaires, financiers et judiciaires étaient trop grands. Il a fallu renoncer à tenir une Fête, même réduite, au parc de La Courneuve. Les centaines d'habitants mosellans ont certainement été pris d'une tendre nostalgie le 11 septembre dernier, à l'heure où devait se tenir le discours d'ouverture des 3 jours de fête. Mais celle-ci a tout de même eu lieu, différemment... Parce que notre humanité est plus forte que tout !**

Morcelée en plusieurs endroits, mêlant initiatives de solidarité, plus de 40 débats, des expressions artistiques et culturelles, petits concerts, rencontres internationales, et entretiens publics ou cartes blanches à des personnalités : l'Huma a quand même eu sa Fête. Sans parler des animations organisées par les différentes sections partout à travers la France.

Si le programme s'est déroulé principalement à Paris, il s'est effectivement aussi exporté, vers le Val-de-Marne par exemple, dernier département communiste de France. Une fierté pour Vitry-sur-Seine, 2<sup>e</sup> ville communiste de France, qui a accueilli un entretien en direct avec le journaliste africain-américain Mumia Abu Jamal, emprisonné depuis 39 ans. Et surtout, la venue d'Assa Traoré, du comité

Adama, pour un débat sur les violences policières. La jeune femme a expliqué la genèse et le déploiement de son combat, après le décès de son demi-frère Adama, à la suite de son interpellation par des gendarmes en 2016 à Beaumont-sur-Oise. La fête a battu son plein jusqu'au dimanche soir, avec le concert de HK au Kilowatt, un lieu alternatif sur les terres de l'ancienne centrale thermique EDF.

**Le bon de soutien pour préparer l'édition 2021 de la Fête est encore disponible à l'achat, à 25 €, dont 5 € seront reversés au Secours populaire pour soutenir ses actions de solidarité envers les enfants. En le commandant, vous recevez un hors-série spécial édité pour l'occasion. Et rendez-vous l'année prochaine, espérons-le !**



## DÉPEÇAGE DE LA PALESTINE

### Arrêter Israël !



L'annonce de l'annexion d'une partie du territoire palestinien occupé par Israël à compter du 1<sup>er</sup> juillet aurait dû faire l'effet d'une bombe dans un monde où le droit est supposé être la règle. Mais en pleine pandémie, pendant que le monde regardait ailleurs... L'accord de gouvernement Gantz-Netanyahu met en œuvre l'annexion de la vallée du Jourdain et des colonies : une grande partie du territoire et des richesses naturelles palestiniennes dans l'escarcelle d'Israël !

Donald Trump, président de la plus grande puissance mondiale, membre du Conseil de sécurité de l'ONU, encourage Israël à détruire la Palestine et à en annexer une partie. C'est le sort d'un peuple, d'une région du monde, et notre avenir même qui sont en jeu. Le choix d'une guerre sans fin pour imposer la domination d'un État sur un peuple. C'est l'abandon de toute idée de paix.

Ne nous y trompons pas, tout le projet de colonisation depuis 1967 est un projet d'annexion, que ce soient les mesures qui régulent la vie quotidienne dans le territoire palestinien occupé ou la souveraineté territoriale d'Israël de fait sur l'ensemble de ce territoire. C'est bien une annexion basée sur la politique du fait accompli et de l'oppression d'un peuple : voler toujours plus de terre, encercler, déplacer et isoler la population palestinienne dans des bantoustans (des territoires délimités). Conquérir le plus de terrains possibles avec le moins de palestiniens possible.

Maintenir les palestiniens sous domination, empêcher tout développement social, économique et culturel pour eux, est un des aspects clés de la politique annexionniste

d'apartheid. Ils agissent bien d'imposer le strict contrôle d'Israël sur les biens et les personnes, en entravant les populations et en empêchant toute vie et tout développement de quelque ordre que ce soit : continuer d'endommager les structures sociales, économiques et culturelles palestiniennes pour qu'Israël soit le bénéficiaire de la destruction de l'économie palestinienne, tout en maintenant les palestiniens sous la dépendance de son économie.

Passer des paroles aux actes, c'est la seule stratégie possible pour empêcher ce hold-up. **Des décisions politiques immédiates pourraient être prises par la France : reconnaissance de l'État de Palestine et fin de l'impunité d'Israël, avec entre autres l'interdiction d'importer les produits des colonies.** Pour l'heure il n'en est toujours rien et les déclarations sont de plus en plus frileuses. Au niveau européen, la suspension de l'accord d'association n'est toujours pas à l'ordre du jour.

// Claude Abou Samra, présidente de l'Association France-Palestine solidarité



# SANTÉ / APPEL ENSEMBLE, NOUS VOULONS DES MOYENS POUR LA SANTÉ EN MOSELLE !



Le constat est aujourd'hui accablant : face à la pandémie, notre système de santé n'a résisté que grâce au dévouement exceptionnel et à la compétence des personnels de santé. La situation dégradée de l'hôpital a été révélée au grand public. Comment pourrait-il en être autrement, quand l'hôpital public subit, depuis des décennies, les désengagements massifs de l'État ? La logique comptable assimile aujourd'hui la santé à une marchandise. C'est la même vision qui a conduit à la fermeture de 100 000 lits en 20 ans. La France ne disposait, début mars, que de 5 000 lits de réanimation, soit la moitié du taux d'équipement en Allemagne.

En Moselle, pour la première fois, des directeurs d'établissements se sont exprimés publiquement pour demander des moyens supplémentaires. Cela prouve que la situation sur le terrain est devenue réellement intenable : les difficultés d'accès aux soins s'accroissent, la qualité et la sécurité des soins se dégradent, l'épuisement et l'inquiétude des personnels hospitaliers sont réels. Ce chaos, les usagers de l'hôpital public les ressentent, il est palpable au quotidien. Depuis 40 ans, de réorganisations en fermetures de services, la situation ne cesse de s'aggraver. Celui suffit, ensemble, exigeons des moyens pour notre santé. Elle n'est pas une marchandise et l'hôpital n'est pas une entreprise !

Le Ségur de la Santé, engagé par le gouvernement, n'a pas débouché sur les bonnes décisions : pas de revalorisation conséquente pour les professionnels de santé, pas de moyens supplémentaires pour reconstruire une offre publique de qualité. Pas de mesure à la hauteur de la situation. Pourtant **un plan d'urgence et d'ampleur est nécessaire**. Il importe, en premier lieu, de rompre avec la logique ultra-libérale où l'économie l'emporte sur la santé.

En 2018, les communistes ont réalisé une enquête en Moselle sur la question de l'accès aux soins et aux services publics, d'Audun-le-Tiche à Goetzenbruck. La santé apparaissait comme la première préoccupation des personnes interrogées. L'accès aux soins, y compris libéraux, était déjà perçu comme fortement dégradé. Programmer à une consultation devient de plus en plus difficile. Il faut s'armer de patience pour décrocher un rendez-vous, avec un spécialiste en particulier.

Les communistes de Moselle ont initié un « **appel unitaire** » construit collectivement avec des citoyens, élus et militants issus de tout le département, pour entraîner un large rassemblement, en particulier autour de la santé (voir pages 11 & 12).

Ce texte mentionne notamment :

- ▶ l'ouverture de lits, afin que les malades puissent être hospitalisés quand c'est nécessaire et qu'ils ne passent plus des heures, voire des jours, à attendre couchés sur des brancards ;
- ▶ l'embauche du personnel nécessaire dans tous les établissements et Ehpad pour assurer l'accueil, la sécurité, la qualité et la continuité des soins.

**SI VOUS SOUHAITEZ PARTICIPER À LA  
MOBILISATION POUR LA SANTÉ,  
CONTACTEZ-NOUS !**  
**PCF57@ORANGE.FR / 03 87 71 40 06**  
**JACQUES MARÉCHAL : 06 87 17 57 59**

Notre dossier donne désormais la parole à des personnels du monde de la santé au sens large, qui témoignent de leur réalité.





manifestation le 16 juin 2020 à Metz

## LA PAROLE À CELLES QUI SONT SUR LE TERRAIN

► **Lucie Maignan, interne en médecine générale, exerce actuellement en service de pédiatrie au Centre hospitalier Marie-Madeleine de Forbach, engagée en politique depuis 2017 au sein du mouvement Génération.s**

### Comment avez-vous vécu la période de crise sanitaire ?

À ce moment-là, j'étais interne en service de gériatrie dans un hôpital messin. Bien que la période fût fortement anxiogène, sur le plan professionnel il fallait faire le job et on l'a fait sans trop se poser de question. On était dans l'action avant tout. Je trouve que les équipes soignantes ont fait preuve de beaucoup de solidarité. Je ne pense pas que l'hôpital aurait tenu sans le dévouement de son personnel. J'ai aussi été émerveillée par la réactivité des organisations syndicales internes, que ce soit sur le plan de la mobilisation des effectifs ou sur la formation professionnelle sur la prise en charge du virus. Elles ont vraiment été à la hauteur et ont su prendre le relais lorsque l'ARS était dépassée par la situation... Cela a confirmé le sentiment d'organisation fragile de l'hôpital public, dont le fonctionnement repose essentiellement sur le dévouement de son personnel.

### Quel en a été l'impact sur votre vie professionnelle ?

J'ai ressenti une impression (déjà présente mais amplifiée) de déshumanisation des internes, considérés comme une main d'œuvre corvéable à souhait.

### Selon vous, que révèle cette période du fonctionnement de l'établissement où vous travaillez ?

Ma situation est un peu particulière. Je suis interne de médecine générale en milieu hospitalier pour le moment, mais je compte m'installer en libéral à la fin de mon internat, en réalisant également des consultations auprès des populations précaires. Mon regard est peut-être un peu trop critique sur l'hôpital public, mais en tout cas, cette période a confirmé mon impression de décalage entre l'administration des hôpitaux et la réalité de terrain des soignants. L'hôpital n'était pas prêt pour affronter une telle crise, malgré la bonne volonté et les efforts de tout le monde, on manquait cruellement de matériel.

Le personnel, déjà à bout de souffle avant la crise, a dû se surpasser pendant la période, sans réelle reconnaissance une fois la crise passée.

### Qu'attendez-vous d'une réforme de la Santé ?

Énormément de choses... Avant tout que l'on remette l'humain au cœur du soin (que ce soient les patients ou les soignants) et non les bénéfices financiers. Cela doit prendre plusieurs formes : une réforme de la gestion financière du soin, avec suppression de la tarification à l'activité, une revalorisation du salaire des soignants, etc. Je souhaiterais plus de formation tout au long de l'internat et surtout, que l'on arrête de nous considérer comme des pions interchangeables pour des services hospitaliers en carence de médecins. Nous restons des médecins en formation, mais le glissement des tâches actuel et la responsabilité qui pèse sur nos épaules sont trop importants.

► **Nora Benhamida, couturière de profession, fonctionnaire à la Blanchisserie inter-hospitalière (GSC) à Metz, qui dépend administrativement du Centre hospitalier régional, CGT et représentante du personnel, investie dans le militantisme interprofessionnel**

### Comment avez-vous vécu la période de crise sanitaire ?

Très difficilement. Mon entreprise traite le linge de plusieurs établissements hospitaliers et de santé, une véritable usine. Nous avons connu une surcharge très importante de travail : multiplication des heures et des jours supplémentaires sur fond de manque de personnel. Un environnement de travail non sécurisé : pas de masque au départ, pas de distanciation pour les quelques 110 agents, pas de précaution totale par rapport au linge contaminé. Il faut dire que la charge de travail est déjà très importante habituellement. Cette situation de crise a servi de révélateur.

### Quel en a été l'impact sur votre vie professionnelle ?

Un stress important. Nous avons aussi vécu à la fois des moments de solidarité et des moments de tensions entre collègues.





Pas de reconnaissance de la part de la hiérarchie... Les masques pour protéger les salariés ont été fournis par le réseau militant et par des amis ! Dans des moments difficiles, les actes de solidarité cela compte, et heureusement, il y en a eu !

#### **Selon vous, que révèle cette période du fonctionnement de l'établissement où vous travaillez ?**

Nous ne sommes pas préparés à une crise d'une telle ampleur ! Visiblement, nos dirigeants ont découvert que les hôpitaux avaient besoin de tenues de travail et de draps en nombre suffisant et que cela nécessitait un peu de logistique... Pour répondre à une telle demande en urgence, il faut du personnel et un peu de moyens. Le soin est un tout, on l'oublie trop souvent. Les personnels techniques sont indispensables à l'hôpital. Le manque de moyens et de personnels pour le fonctionnement de la blanchisserie impacte directement le travail des soignants... et donc la prise en charge des patients.

#### **Qu'attendez-vous d'une réforme de la Santé ?**

D'abord une vraie reconnaissance par l'augmentation des salaires. Mes collègues sont majoritairement en catégorie C, donc avec des petits traitements. Mais toute la santé a besoin de moyens supplémentaires. L'amélioration des conditions de travail est une nécessité. Certains postes de travail sont très durs à la blanchisserie. La création d'emplois supplémentaires est indispensable pour améliorer le service rendu et revoir ces conditions.

► Sophie (le prénom a été changé), travaille comme soignante au Centre hospitalier à Forbach

#### **Comment avez-vous vécu la période de crise sanitaire ?**

La période de crise sanitaire a été particulièrement difficile pour les soignants, comme chacun sait, aussi bien mentalement que physiquement. Je n'ai pas échappé à la règle.

#### **Quel en a été l'impact sur votre vie professionnelle ?**

Beaucoup d'entre nous gardent encore les traces de fatigue et nous sommes, pour la plupart, touchés par des dépressions, des burn-out... Pour résumer, les arrêts de travail sont inévitables et continuent de tomber, même quelques mois après le cœur de la crise. Nous n'étions clairement pas prêts pour affronter cette inconnue qu'est la Covid-19. Nous nous sommes adaptés tant bien que mal dans l'urgence, et nous devions venir faire notre travail de notre mieux et subir la situation, chaque jour, sans en voir le bout.

C'était devenu un calvaire de venir bosser. Pour autant, nous n'avions pas le temps de nous apitoyer sur notre sort. Et je ne parle pas de la peur au ventre d'être contaminés ou pire, de celle d'être responsables d'une possible contamination de notre entourage. Quand l'on rentrait à la maison pour se reposer enfin, cette angoisse était là, et l'on avait le sentiment de devoir s'exclure pour protéger nos proches. Beaucoup de mes collègues sont dégoutées, elles partent, changent de métiers, démissionnent de la fonction publique hospitalière. Du jamais vu, c'est l'hécatombe.

« Partir à la guerre », oui, mais sans armes, non ! Si je ne m'étais pas autant investie dans cette profession et que je n'appréciais pas autant mon métier en temps normal, j'aurais démissionné.

#### **Selon vous, que révèle cette période du fonctionnement de l'établissement où vous travaillez ?**

Il manque énormément de personnel soignant. Pour pallier le manque de bras, nous étions contraints d'être disponibles 24h sur 24. Avec le déclenchement du Plan blanc (dispositif exceptionnel pour faire face à une situation sanitaire critique, déclenché dès le 6 mars, ndlr), nous pouvions être rappelés à tout moment pour retourner à l'hôpital. Il manque aussi énormément de moyens matériels (masques FFP2, même encore maintenant, surblouses, etc.). Personnellement, j'ai dû enfiler des morceaux de sacs poubelle car je n'avais pas assez de surchaussures ! Et, bien entendu, pas assez de respirateurs pour prendre en charge les cas lourds. C'était la rupture de stock sans arrêt...

#### **Qu'attendez-vous d'une réforme de la Santé ?**

Que l'on donne aux hôpitaux les moyens matériels et humains nécessaires pour une prise en charge optimale des personnes malades. L'hôpital de Forbach ne possède pas de service de réanimation, ce qui est plutôt surprenant par rapport à la taille du bassin de vie... Les personnels doivent être en quantité suffisante pour pouvoir faire face à ces situations, et ils doivent surtout être formés. Même avec toute la meilleure volonté du monde, si l'on n'est pas formé, en situation d'urgence, on n'est pas aussi utile ! Il faut aussi arrêter de fermer des services, de supprimer des lits dont on a cruellement besoin, etc. Bref, que l'on arrête les blablas, nous voulons du concret, nous voulons du changement. Cela fait bien trop longtemps que les hospitaliers galèrent et expriment leur mécontentement sans être entendus.





## ÉVITER UN DÉSASTRE INDUSTRIEL CHEZ SMART

### Le PCF 57 prend l'initiative d'une démarche unitaire qui a rassemblé toute la gauche !

Engagé dans une restructuration mondiale, Daimler, la maison mère de Mercedes-Benz et de Smart, a décidé de céder son usine mosellane Smart d'Hambach. Ce sont 1 600 emplois qui sont en jeu, sous-traitants compris. Outre leur participation aux mobilisations sociales, les communistes de Moselle se sont adressés à toutes les organisations de la gauche et écologistes pour leur proposer un travail en commun. Cette démarche a abouti à une conférence de presse commune (LFI, PG, EELV, PS, Génération.s, LRDG, et PCF) devant le site de la Smart. Les organisations ont convenu de poursuivre ce travail par une démarche commune en direction de l'État. Un rassemblement devant la préfecture est envisagé.

Les communistes sont pleinement solidaires de la mobilisation des salariés, avec le soutien de la population, pour défendre tous les emplois et l'outil de production. L'avenir de l'industrie et de l'automobile en particulier doit être libéré de la toute-puissance des logiques financières.

On fait le point avec Jean-Luc Bielitz, élu CGT au Comité social et économique du site mosellan :

« Les menaces qui pèsent sur l'avenir du site de la Smart s'inscrivent dans un contexte économique dégradé, particulièrement pour la Moselle, qui subit, depuis quelques dizaines d'années, un recul sans précédent de ses emplois industriels. Et cela, malgré des subventions publiques pour ces entreprises.

La crise du coronavirus a mis en évidence la fragilité du modèle de développement économique actuel et l'urgence de sortir des politiques néo-libérales. Les délocalisations de productions, la mise en concurrence des salariés au-delà des frontières, contribuent au rejet de la politique, de l'Europe, et favorisent la montée des idées nationalistes. Elles contribuent également à l'appauvrissement des populations et à la régression sociale.

Le maintien de notre industrie, la nécessaire relocalisation de productions, l'existence de nouvelles contraintes pour assurer l'avenir, donnent à ce site moderne d'autres possibilités. Cela suppose de travailler sur d'autres alternatives : l'électrique, le moteur à hydrogène, la production de véhicules économies en carburant, sont quelques pistes. Ces questions importantes ne peuvent dépendre des seuls actionnaires, le maintien de ce site industriel et de tous les emplois supposent, en premier lieu, une intervention forte de l'État stratège.

**Les communistes ont engagé un travail unitaire avec les forces de gauche pour demander une intervention de la puissance publique** (y compris la nationalisation temporaire) si cela est nécessaire, pour **préserver et éviter que Daimler réalise par la vente, « une plus-value » sur le dos des salariés, des populations et des finances publiques**. Mais aussi pour rechercher une solution industrielle durable.

Des discussions prolongées doivent être imposées à Daimler (au-delà du délai légal de consultation), cela est nécessaire pour ouvrir un espace de débats et de recherches de nouveaux partenaires et projets. Notre région a besoin des propositions nouvelles qui répondent aux préoccupations des salariés et de la population.

**Quant à l'avenir de l'automobile et de sa filière, elle doit associer les exigences sociales et écologiques.** De nouvelles coopérations sont nécessaires et de nouveaux modes de gestion associant les puissances publiques et les représentants des salariés aux décisions stratégiques également. **Il faut sortir des logiques de gestion financière pour affronter les défis nouveaux.**

La mobilisation des ressources au service d'un véhicule plus propre et plus économique doit s'accompagner d'une **réindustrialisation et relocalisation des productions** et d'une démarche qui associera des axes obligatoires comme la réduction du temps de travail (32h/semaine, retraite à 60 ans), la revalorisation des salaires, l'emploi. Ensemble, nous porterons ces exigences. »



## GRATUITÉ DES MASQUES

### Un enjeu de santé publique et de justice sociale !

Les masques chirurgicaux sont un moyen de protection civile et collective et un outil de santé publique. Étalés aux caisses des supermarchés, ils ont rapporté 175 millions de bénéfice à la grande distribution en 10 semaines, selon l'analyse de l'Institut Nielsen. Vendus à 7 cents/pièce avant le Covid-19, l'État a fixé leur prix maximum à 95 cents/pièce depuis le passage au statut de pandémie. Et pourtant les masques doivent être gratuits ! C'est une exigence portée par le Parti communiste français et ses élus depuis avril 2020.



#### PÉTITION

Monsieur le Président,  
ce n'est pas à nous de  
payer la crise. **Signez  
pour la gratuité des  
masques sur pcf.fr**

Selon l'UFC Que Choisir,  
**le budget mensuel d'une  
personne peut s'envoler  
de 54 à 85 € pour se  
munir de masques  
chirurgicaux à usage  
unique**

Le gouvernement refuse toujours la gratuité au motif que cela coûterait cher à l'État... Mais que sont quelques milliards pour protéger les citoyens à côté de ceux distribués sans contrôle ni contrepartie ? À côté des capitalisations boursières qu'encourage le système ? Des dépenses pour le surarmement ? Ou des réductions d'impôts pour les sociétés et les plus fortunés ?

Déclarés « inutiles » en mars 2020, pour camoufler une pénurie qui n'a rien de naturelle, ils sont obligatoires aujourd'hui. Pour Patrick Le Hyaric, directeur du journal *l'Humanité*, cette pénurie découle d'une part de la destruction de nos industries textiles considérées comme dépassées par les grands penseurs du libéralisme et leurs serviteurs au pouvoir depuis des décennies, et d'autre part des choix de réduction des crédits publics poussant au « zéro stock », également présenté comme le nec plus ultra de la modernité. Et cette pénurie a mis en danger soignants comme patients. Elle est sans doute responsable de nombreuses contaminations et décès.

Puis au fil des semaines, le masque est devenu utile, indispensable même, alors que les soignants continuaient d'en manquer. Et là, **le produit phare de l'année 2020 tombe par paquets sur les étals des supermarchés, comme produit d'appel pour attirer le chaland**, qui doit désormais reprendre les transports en commun pour se rendre au travail. La chasse à ceux qui ne le portent pas dans les centres-villes fléchés est ouverte et organisée : 135 € d'amende pour non-respect de l'obligation.

Le risque est grand car ceux qui ne pourront acheter des masques en quantité suffisante n'auront pas d'autre choix que d'utiliser celui porté dès le matin et toute la journée avec de grandes conséquences possibles pour leur santé et celle des autres. **La charge mensuelle est estimée entre 200 et 340 € pour une famille de 4 personnes, soit jusqu'à 4 080 € par an.** Or beaucoup d'entre-nous voient leurs ressources baisser, alors que leurs dépenses alimentaires augmentent du fait de la fermeture des cantines et que la plupart des dépenses obligatoires perdurent... Quelle injustice supplémentaire pour les familles modestes !

Les masques ne peuvent être des marchandises étaillées aux caisses des supermarchés pour grossir le ticket de caisse ! Ils sont un moyen de protection civile et collective, et un outil de santé publique. À ce titre, ils devraient être assurés, en lien avec les collectivités, par les services de la Sécurité civile. Constitutionnellement, les citoyens jouissent d'un droit de créance, qui leur permet d'exiger de leur gouvernement l'exécution d'une obligation, ici celle de garantir la protection de la santé pour toutes et tous.

Certains pays européens l'ont décidé (en Italie par exemple), alors pourquoi le gouvernement de la 6<sup>e</sup> puissance mondiale ne le pourrait-il pas ?

#### AGISSEZ ENSEMBLE

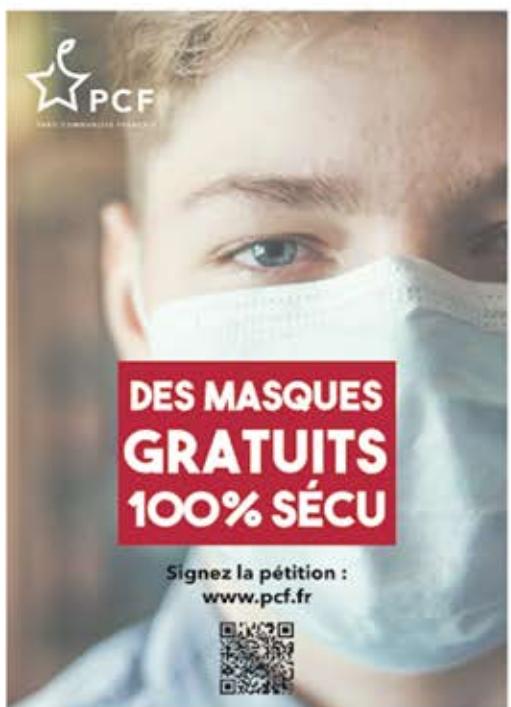
### POUR DES MASQUES 100 % REMBOURSÉS PAR LA SÉCURITÉ SOCIALE ! CITOYENS, CITOYENNES, SIGNEZ ET PARTAGEZ MASSIVEMENT :

- **la pétition en ligne du Parti Communiste Français**

[www.pcf.fr/monsieur\\_le\\_pr\\_sident\\_ce\\_n\\_est\\_pas\\_nous\\_de\\_payer\\_la\\_crise](http://www.pcf.fr/monsieur_le_pr_sident_ce_n_est_pas_nous_de_payer_la_crise)

- **ou la pétition initiée par le Journal *l'Humanité***

[www.change.org/p/l-appel-du-journal-l-humanite-pour-la-gratuitete-des-masques](http://www.change.org/p/l-appel-du-journal-l-humanite-pour-la-gratuitete-des-masques)





## DÉCONSTRUCTION DU SITE DE GANDRANGE

### Quelle protection de la population et de son environnement direct ?

**Mittal nous aura tout fait... Non seulement il aura liquidé les joyaux de la sidérurgie lorraine, mais aussi supprimé des dizaines de milliers d'emplois. S'apprêterait-t-il maintenant à empoisonner toute la vallée de l'Orne ?**



En fermant l'aciérie de Gandrange, l'homme d'affaires s'est retrouvé avec un lourd problème sur les bras : la dépollution du site. Il a résolu ce problème. En effet, la direction d'ArcelorMittal Gandrange a annoncé la vente (à un groupe industriel) de l'immen- se bâtiment que représente l'aci- érie. Pourtant, le PDG avait tout loisir d'utiliser, dans ses fours électriques encore en service, la ferraille rendue disponible par l'arrêt des installations. Or, il a vendu cette ferraille à son acheteur. Il est donc probable que les coûts importants qu'engendrera nécessairement la dépollution du site soit la cause de cette vente. Mittal fait ainsi d'une pierre deux coups : il met dans sa poche l'argent de la vente et se débarrasse aussi d'un problème encombrant, puisqu'il le refile au suivant.

Désormais le bébé est sur les bras de ce groupe industriel, obsédé par les millions d'euros que représente la vente de plusieurs milliers de tonnes de ferraille. Est-ce que le nouveau propriétaire est au fait des précautions indispensables à mettre en place avant de récupérer la ferraille ?

Personne ne le sait. Nous n'avons aucune information concernant la méthode de déconstruction, et encore moins sur les mesures indispensables à mettre en place pour dépoussiérer et dépolluer. Il y a un risque réel pour la santé de tous les salariés des différentes entreprises travaillant sur le site, et même pour toute la population des communes voisines. Ce serait une véritable catastrophe sanitaire et écologique, que de voir des nuages de poussières chargés de plomb, bismuth et autres alliages nocifs se propager sur tout le territoire environnant.

Vue l'ampleur des risques, la clarté et la transparence des informations sur les méthodes retenues par le nouvel acquéreur sont absolument nécessaires. Il y a lieu de lancer un cri d'alerte pour que les représentants des communes avoisinantes s'interrogent et interviennent auprès des services de la Préfecture, afin de garantir que les travaux ne se feront pas au détriment de la santé des habitants présents et à venir. Il y a lieu également de se soucier de notre environnement (eau, air, sol) et d'exiger que la dépollution de l'aciérie soit encadrée, de manière à préserver l'environnement dans et autour du site.

// Xavier Phan Dinh, ancien délégué CGT Gandrange



L'usine de Gandrange-Rombas est un complexe sidérurgique de la vallée de l'Orne, situé sur les communes de Rombas (pour la partie amont, notamment les hauts fourneaux), et de Gandrange (pour la partie aval, notamment l'aciérie et les laminoirs). Produisant essentiellement des produits longs en acier, l'usine était, dans les années 1970, l'une des plus importantes de Lorraine, complétant celle de Florange, spécialisée dans les produits plats. Crée au début du XX<sup>e</sup> siècle par les allemands, soucieux de valoriser la minette, abondante en Moselle annexée, elle prospère jusque dans les années 1970 où, victime de la crise de la sidérurgie et de mauvais choix technologiques, elle décline inexorablement. En 2009, le site devient partie du groupe ArcelorMittal, il est dorénavant possible pour le PDG milliardaire de répartir les employés et la production dans des sites plus compétitifs. La fermeture de l'aciérie est annoncée. En 2016, il ne reste qu'un laminoir. L'aciérie et le train à billettes restent à désosser, mais le démantèlement est ralenti par la présence d'amiante et se heurte au gigantisme des installations. L'aciérie, qui pourrait contenir la cathédrale de Metz tout entière, atteint à 80 mètres de haut et comporte plus de 70 000 tonnes de fer (10 fois plus que la tour Eiffel !).





## RÉALITÉS DU TRAVAIL TRANSFRONTALIER

### Une harmonisation fiscale et sociale vers le haut est indispensable



La Grande Région (Luxembourg, Sarre, Palatinat, Wallonie et Lorraine) est la région transfrontalière avec le plus grand nombre de travailleurs frontaliers de l'UE. En 2017, plus de 219 000 personnes ont franchi chaque jour l'une de ses frontières afin de se rendre sur leur lieu de travail, situé dans une région voisine, dont 170 000 vers le seul Luxembourg (pays d'1/2 million d'habitants). Si le travail transfrontalier est un phénomène ancien, sa massification plus récente est liée, en premier lieu, à la casse industrielle et à l'absence d'investissements productifs. C'est d'abord le manque d'offres d'emploi qui conduit les demandeurs de l'autre côté de la frontière ! Et si rien ne bouge, le déséquilibre entre le Grand-Duché et ses voisins (le nord-lorrain en particulier) va continuer de prendre de l'ampleur. Le Luxembourg ambitionne d'accroître son développement par l'augmentation des flux de travailleurs. 150 000 frontaliers français supplémentaires pourraient être sollicités d'ici 2035. Déjà à ce jour, plus de 40 % de la masse salariale de ce pays est composée de travailleurs frontaliers...

#### Des territoires en souffrance

Cette amplification crée de grandes difficultés : en captant une part de plus en plus importante de salariés, le Luxembourg capte aussi et surtout une part conséquente de création de valeur dont sont privées les régions limitrophes.

L'Europe de la concurrence et du dumping social a également des effets renforcés dans les régions frontalières. Le Luxembourg développe une stratégie de recrutement « agressive ». Il se dote d'une main d'œuvre de plus en plus qualifié, sans pour autant participer à sa formation.

Si l'attractivité des salaires des pays frontaliers est une réalité, des services et activités de proximité sont menacés en Région Grand Est, à plus forte raison dans le nord-lorrain, par l'insuffisance de professionnels disponibles dans ces secteurs. Des entreprises « délocalisent » même leur siège au Luxembourg par commodité fiscale et sociale.

**L'augmentation des flux de travailleurs frontaliers, sur des distances domicile-travail de plus en plus longues, impose une mise à niveau des infrastructures de transports (autoroute, TER) incompatibles avec les politiques d'austérité actuelles.** Et ces flux, qui augmentent sans cesse, rendent déjà la situation extrêmement pénible pour les travailleurs et leurs familles.



**+150 000 travailleurs frontaliers français vers le Luxembourg à l'horizon 2035 selon les projections**

#### Compensation fiscale et partage de la valeur ajouté

De conventions existent déjà dans d'autres régions transfrontalières d'Europe pour organiser le travail frontalier et pourraient servir d'exemple pour travailler à un retour à l'équilibre.

Une convention entre le canton de Genève et la France prévoit la rétrocession d'une partie des impôts payés par les frontaliers en Suisse. Cela représente un apport de 150 millions d'euros pour les collectivités locales limitrophes de l'Ain et de la Haute Savoie. Ce dispositif est aujourd'hui inexistant en Grande Région.

Avec un même mode de calcul, le Grand-Duché devrait logiquement rétrocéder près de 150 millions d'euros aux collectivités locales de l'ex-région Lorraine. Mais au-delà de cette question incontournable, véritable terrain de lutte politique, n'est-il pas nécessaire de d'aller encore plus loin sans attendre ?

La proximité favorise la mise en concurrence des territoires. Pas de coopération réelle, ni de projet de co-développement élaboré en commun ! Les directives européennes ont facilité la libre circulation de la main d'œuvre, sans se soucier des effets produits.

**Une harmonisation fiscale et sociale vers le haut est indispensable.** Un nouveau modèle de coopération transfrontalière est nécessaire, qui s'appuierait sur les besoins réels des habitants pour relocaliser des activités, sécuriser la population et les territoires et faire reculer le libéralisme !

#### VOTRE JOURNAL : UNE COLLABORATION POUR UN NOUVEAU SOUFFLE

Après plus de 20 années d'absence, la fédération mosellane est fière de vous avoir présenté cette 1<sup>ère</sup> réédition de son journal, baptisé **L'Avis en rouge**. Il paraîtra 3 à 4 fois par an.

La force de ce nouveau média réside dans sa construction collaborative. Il est en effet rédigé par les militants bénévoles et a pour objectif d'être au plus près des actualités et des luttes quotidiennes des mosellans.

Pour que ces pages vous ressemblent : participez à l'aventure ! Libre à chaque membre de devenir contributeur, de proposer un sujet ou un article, de réagir et de venir soutenir ou rejoindre le comité de rédaction (écrivez à [pcf57@orange.fr](mailto:pcf57@orange.fr)).

Le journal est décliné en version numérique, disponible sur le site du PCF57. C'est vous, lecteurs, qui en êtes les meilleurs ambassadeurs. Partagez les contenus via les réseaux sociaux, faites passer le lien à vos contacts, abonnez-les gratuitement à nos listes de diffusion en nous envoyant un petit mail. En résumé, faites-le vivre !



## JOURNÉES D'ACTIONS SUR L'EMPLOI LES 9 ET 10 OCTOBRE 2020

### Les communistes du pays messin mobilisés pour une montée en puissance de l'appel des 57 pour la santé & la réalisation d'un printemps mosellan

La réussite des journées d'actions des communistes autour de l'emploi des 9 et 10 octobre était un enjeu crucial pour la suite. Une première étape décisive dans la campagne de longue haleine décidée pour marquer des points dans la bataille idéologique, obtenir des avancées concrètes et contribuer à ré-identifier le Parti à un projet révolutionnaire en matière d'emploi et de formation. Les camarades mosellans étaient au rendez-vous, à Metz particulièrement.



**EXTRAIT DE LA CONFÉRENCE DE PRESSE DU 9 OCTOBRE EN MOSELLE**

La crise sanitaire accélère la crise économique et les recettes proposées par le gouvernement ne sont pas en capacité de résoudre les problèmes. Les plans sociaux et les suppressions d'emplois se multiplient, notamment dans les petites entreprises [...]. Il faut dénoncer la supercherie du gouvernement qui ne fait que répondre aux exigences du Medef dans son plan dit « de relance ». Le mal nommé plan de relance repose sans surprise sur des conceptions erronées des questions économiques. Au lieu de d'offrir une trajectoire de sortie de crise de long terme, associant planification et conditionnalité de la dépense publique, le gouvernement s'entête dans une voie désormais connue : baisse des cotisations sociales et des impôts pour les entreprises, sans contrepartie, en espérant comme par miracle que les entreprises utilisent cet argent pour investir et créer des emplois. La baisse annoncée de 20 milliards d'euros des impôts de production n'est pas conditionnée !

Nous demandons que ces sommes servent directement les salariés, la population et la transition écologique. Comment accepter, une fois de plus, que les deniers publics (c'est-à-dire notre argent) soient dilapidés sans contrôle et sans vision stratégique. Ce plan de relance est avant tout un plan de com. Les 100 milliards d'€ sont une compilation de mesures en préparation dans la prochaine loi de finances, qui parfois s'étalent jusqu'en 2030. En réalité, notre pays n'a pas besoin d'un plan de relance, mais d'un plan de rupture !

Ces journées étaient aussi un point d'appui concret pour relancer l'activité militante dans une période difficile. Entre mars et début septembre, 394 plans de sauvegarde de l'emploi ont été déposés pour 57 000 suppressions de postes. Et près de 3 200 licenciements collectifs pour motif économique, hors Plan de sauvegarde de l'emploi, ont été initiés. Ces procédures concernent dans plus de 9 cas sur 10 des licenciements de moins de 10 salariés.

Un collectif national mis en place avec Frédéric Bocvara, économiste et membre du conseil national du PCF, s'est déjà réuni à plusieurs reprises pour élaborer des outils un agenda commun pour les fédérations. Celles-ci étaient largement mobilisées pour ces 2 premières journées d'actions. Plus de 50 fédérations ont mené des initiatives publiques devant les entreprises, les antennes du Medef, sur les parvis des préfectures, devant les sociétés bancaires, les bourses du travail ou les services publics, hôpitaux et gares notamment. Cette mobilisation exceptionnelle dans le contexte a été un franc succès !

**En Moselle, les communistes ont tenu une conférence de presse le 9 octobre pour lancer un appel aux forces de gauche et écologiques, et aux forces citoyennes motivées pour porter un nouvel espoir, avant les régionales et départementales, et mettre en demeure l'exécutif de sortir du bois.** À partir de la question industrielle, de l'emploi privé plus généralement, et de l'enjeu des services publics, singulièrement de l'hôpital public, l'objectif était de faire grandir des exigences précises : quels objectifs de création d'emplois ? Dans quels secteurs ? Les plans de licenciements dans le commerce et l'arrêt de l'activité de nombreux sites, comme Smart, ont également été pointés.

La santé était aussi au coeur d'un temps fort des militants communistes du Pays messin sur la question de l'emploi public, dans les rues de Metz, le 10 octobre. Une occasion de présenter largement l'appel unitaire des 57\* pour la santé et la réalisation d'un printemps mosellan, et d'inciter chaque citoyenne/citoyen à le signer, et à se joindre aux réflexions et actions mosellanes.

\*une initiative du PCF57, qui a réuni des adhérents, des syndicalistes, des élus et des citoyens en juin 2020, voir dernière de couverture



# APPEL UNITAIRE



*pour la santé  
pour un printemps mosellan*

## Adresse à la population et aux forces de gauche et écologiques, reconstruisons l'espoir ensemble

Notre pays traverse une crise sanitaire, économique et sociale historique. La Moselle a été particulièrement touchée par la crise du Covid-19. Cette crise a montré la forte dégradation de notre système de santé, victime des politiques d'austérité qui a affaibli l'ensemble des services publics. La pandémie a montré l'urgence d'agir au niveau local comme au niveau national pour un nouveau modèle de développement, qui préserve l'humain et la planète. Des années de casse industrielle ont fragilisé notre département. L'annonce de la vente du site Smart est un nouveau coup porté. Depuis 30 ans, les grands groupes sont arrosés de subventions publiques. Pourtant, l'emploi et l'industrie continuent de reculer. Les inégalités territoriales et sociales sont d'une dramatique réalité. Des secteurs entiers de la population se sentent abandonnés des pouvoirs publics.

**Il y a donc urgence à construire un nouveau chemin**, un projet d'espérance et de rassemblement qui répond aux urgences sociales, écologiques et démocratiques. Des milliers de femmes et d'hommes se reconnaissent dans les valeurs et propositions pour la défense d'un modèle social fait de justice, de solidarité, de services publics et de défense des biens communs.

La préservation de notre tissu industriel et sa reconquête sont nécessaires pour faire émerger ce nouveau modèle de développement, qui associera réponses aux besoins sociaux et aux défis écologiques. En effet, la crise environnementale et sociale appelle, en urgence, la mise en place d'un nouveau mode de production, de distribution et de consommation. Les prochaines élections doivent être l'occasion d'avancer dans cette direction.

**NOUS APPELONS TOUTES LES CITOYENNES ET TOUS LES CITOYENS QUI SE RECONNAISSENT DANS CES OBJECTIFS À TRAVAILLER ENSEMBLE. NOUS NOUS ADRESSONS AUSSI À TOUTES LES COMPOSANTES DE LA GAUCHE SOCIALE, CITOYENNE ET ÉCOLOGISTE, POUR ÉLABORER DES PROJETS PARTAGÉS AVEC LA POPULATION EN RUPTURE AVEC LA LOGIQUE LIBÉRALE. NOUS FORMULONS PLUSIEURS PROPOSITIONS.**

Nous voulons faire progresser la démocratie et la prise de décision de la population sur l'avenir du territoire. Nous voulons un département porteur d'une ambition de solidarité et de progrès social. Un conseil départemental qui se soucie de sa population et qui fasse reculer les inégalités sociales et territoriales.

La reconquête de tous les services publics est nécessaire. La situation des hôpitaux publics est préoccupante. Il faut des moyens supplémentaires pour la santé. Le remaillage de lignes ferroviaires est aussi essentiel pour répondre aux besoins de la population et de l'économie.

Il est nécessaire de repenser l'aménagement du territoire pour garantir notamment l'équité territoriale. Nous proposons notamment la création de centres de santé départementaux, pour assurer et améliorer la présence médicale dans l'ensemble du département.

Il est urgent de se mobiliser pour l'emploi et pour la relocalisation de l'industrie.

Pour bénéficier d'une alimentation saine, il faut préserver notre agriculture et repenser le modèle agricole pour mieux respecter la nature et la santé des travailleurs et de la population en favorisant les circuits courts.

Forger un autre modèle d'emploi transfrontalier, plus respectueux des hommes, basé sur la coopération, le co-développement et un nouveau modèle de partage de la valeur ajoutée créée par les travailleurs frontaliers.

**ENSEMBLE ET RASSEMBLÉS, NOUS POURRONS AGIR  
POUR IMPOSER DES CHOIX PORTEURS DE PROGRÈS SOCIAL.  
ENSEMBLE FAISONS LE PRINTEMPS MOSELLAN !**

INFOS PCF57@ORANGE.FR

Fédération PCF de Moselle - 20 rue Charles Lutz 57300 Hagondange (lundi, merc., vend. de 9h à 18h)  
03 87 71 40 06 / pcf57@orange.fr / www.pcf57.fr / Facebook : PCF Moselle

ISSN : en cours d'attribution / publication sous licence creative commons BY-NC-SA

Directeur de la publication : Jacques Maréchal

Rédactrice en chef & conception graphique : Fanny Geoffroy

Contributions : Claude Abou Samra, Jean-Luc Bielitz, Nora Benhamida, Lucie Maignan, Philippe Noller, Xavier Phan Dinh

Imprimeur : Exaprint / Tirage : 2 500 exemplaires

Copyright photos : PCF57, PCF, Humanité, in cognito

